



Semaine 7 (année 2021)

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

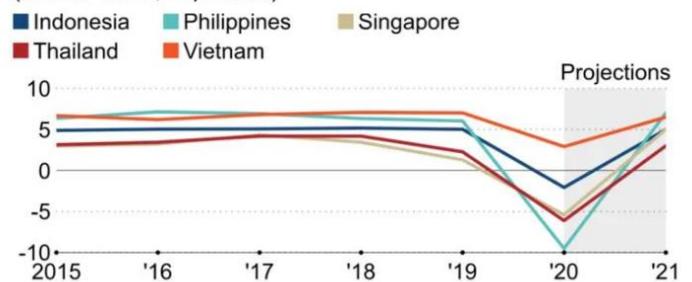
- ❖ **Malaisie : contraction du PIB de 3,4% au T4 2020**
- ❖ **Indonésie : réduction du taux d'intérêt de la banque centrale de 0,25 pdb à 3,5%**
- ❖ **Singapour : 8,3 Mds USD consacrés au *Covid Resilience Package* dans le projet de budget 2021**

REGION

- **Les membres de l'ASEAN anticipent une reprise graduelle de l'économie en 2021**, selon les prévisions gouvernementales les plus récentes compilées par Nikkei Asia. Singapour a maintenu ses prévisions de croissance de 4% à 6% pour 2021, conditionnées au succès de la campagne de vaccination et à la reprise de la demande extérieure. L'Indonésie et les Philippines anticipent respectivement une croissance de 4,5% à 5,5% et de 6,5% à 7,5%, elles aussi conditionnées au succès des campagnes de vaccination massives qui ont commencé en janvier, mais qui restent un défi logistique pour les deux archipels. La Thaïlande a réduit ses prévisions de croissance de 4,5% à 3,5% dans un scénario optimiste et de 3,5% à 2,5% selon un scénario pessimiste, si le tourisme devait continuer à être limité cette année. Les autorités malaisiennes n'ont pas publié de nouvelles prévisions de croissance pour 2021 qui restent compris entre 6,5% à 7,5%. Le Vietnam, qui a vu son économie croître de 2,9% en 2020, anticipe une croissance de 6,5% pour 2021, soutenue par la hausse des exportations de produits électroniques et manufacturés.

Southeast Asia expects GDP rebound in 2021

(Growth rates, in percent)



Source: CEIC, governments

- **L'Indonésie et Singapour souhaitent que soit organisée une réunion ministérielle informelle entre les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN pour évoquer la situation en Birmanie.** La ministre des Affaires étrangères indonésienne, Reto Marsudi, s'est rendue cette semaine à Singapour et au Brunei, qui assure actuellement la présidence de l'organisation, pour appeler à une réunion d'urgence.
- **Un sommet virtuel des services de la santé entre l'Inde et l'ASEAN se tiendra du 22 au 24 février.** Dans l'optique d'un renforcement des relations commerciales et économiques dans le secteur de la santé entre les deux blocs, l'Inde appelle les entreprises du secteur à participer au salon virtuel. Organisé par la Fédération Indienne des Chambres de Commerce et d'Industrie (FICCI) avec le support de l'ASEAN-India Business Council (AICB), le sommet veut connecter les entreprises, dirigeants, acteurs et officiels du monde de la santé en vue de renforcer les liens entre les deux marchés.

INDONESIE

- **La banque centrale indonésienne a abaissé son taux directeur à 3,50% (-0,25 pdb), niveau le plus bas depuis l'introduction de ce taux en 2006.** Le taux directeur de BI connaît une forte baisse depuis le début de l'année dernière (-1,25 pdb sur l'année 2020). Il s'était stabilisé à 3,75% pendant quatre mois (5% en janvier 2020, 4,75% en février, 4,5% en mars, 4,25% en juin, 4,00% en juillet, 3,75% depuis novembre dernier).

- **En septembre 2020, l'Indonésie comptait 27,55 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit une hausse de 2,7 millions de personne en glissement annuel.** Le seuil de pauvreté a été fixé à 458 947 IDR en septembre 2020, soit 32,6 USD par mois. La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a ainsi augmenté de 0,97%, à 10,2% de la population totale. Le pays était parvenu à son niveau de pauvreté le plus bas en 2019 à 9,2% après s'être positionné pour la première fois sous la barre des 10% en 2018 (9,8%). Ce taux s'élevait à près de 20% en 2000 et 14% en 2010. Malgré cette hausse due à l'impact du COVID-19 sur l'économie, ce chiffre reste moins élevé que la plupart des projections qu'avaient réalisées les institutions internationales. La Banque mondiale prévoyait ainsi en juin 2020 qu'entre 10,7% et 11,6% de la population pourrait vivre sous le seuil de pauvreté à la fin 2020.
- **La balance commerciale de l'Indonésie a enregistré un excédent de 2,0 Mds USD en janvier 2021,** contre 2,1 Mds USD un mois plus tôt. Les exportations ont atteint 15,3 Mds USD en janvier 2021 (-7,5% en variation mensuelle), tandis que les importations s'établissent à 13,3 Mds USD (-7,6%).
- **La dette externe indonésienne atteint 417,7 Mds USD à la fin du mois de janvier 2021 (+3,9% en g.a.).** Elle se compose d'une dette publique (gouvernement et banque centrale) de 209,2 Mds USD et d'une dette privée (y compris les entreprises privées) de 208,3 Mds USD. La dette externe de l'Indonésie maintient une structure saine même si le ratio dette extérieure/PIB s'élève en janvier 2021 à 39,4%, en augmentation par rapport aux 38,1% du dernier trimestre.
- **Le président Jokowi a nommé les cinq membres de la direction du fonds souverain indonésien nouvellement créé, baptisé Autorité des investissements indonésiens (LPI).** Le banquier Ridha Wirakusumah, précédemment directeur de la Banque Pertamina, sera à la tête du fonds souverain. LPI est une institution investie d'une autorité spéciale dans le cadre de la gestion des investissements du gouvernement central, mise en place par la loi omnibus sur la création d'emplois. Ce fonds souverain a également pour but de faciliter et sécuriser les projets des investisseurs en Indonésie.

MALAISIE

- **Les autorités malaisiennes ont décidé un prolongement du confinement de 2 semaines jusqu'au 4 mars dans les Etats de Johor, Penang et Selangor ainsi que dans le territoire fédéral de Kuala Lumpur,** cœur de l'économie malaisienne. De nombreuses activités soient désormais autorisées mais les déplacements entre Etats ou districts demeurent interdits.
- **Le PIB de la Malaisie s'est contracté de 3,4% au quatrième trimestre 2020,** période de réimposition des restrictions de déplacements du fait de la recrudescence des cas de Covid-19, contre -2,6% au trimestre précédent. En 2020, le PIB a reculé de 5,6%, pour la première fois depuis 2009 (-1,5%) et recul le plus important depuis 1998 (-7,4%). Toutes les composantes de production sont concernées : agriculture (-2,2%), industries extractives (-10,0%), industries manufacturières (-2,6%), construction (-19,4%), services (-5,5%). Seule la consommation publique affiche une progression du fait des mesures adoptées pour lutter contre la crise (+4,1%), alors que la consommation privée recule de 4,3% et l'investissement de 14,5%. En 2020, le revenu national brut par habitant est passé de 45 212 à 42 531 MYR (10 522 USD, -5,9%).

SINGAPOUR

- **Le gouvernement a proposé le budget pour 2021 au Parlement, d'un montant total de 80,6 Mds USD, il consacre 8,3 Mds USD au Covid Resilience Package.** D'après le ministre des Finances, Heng Swee Keat, ce budget aura pour objectif de protéger la santé publique, de soutenir les travailleurs et d'apporter des solutions aux secteurs encore impactés par la crise comme les secteurs du tourisme ou de l'aviation. Le *Jobs Support Scheme* est étendu jusqu'à septembre et sera doté de 526 M USD pour cibler les professions les plus à risque. Le programme *SGUnited Jobs and Skills Package* sera doté de 4 Mds USD pour soutenir la création de 200 000 emplois et la formation de 35 000 jeunes à travers des programmes de stages. Singapour devrait par ailleurs allouer 18 Mds USD sur les trois prochaines années pour soutenir les activités des entreprises singapouriennes et des travailleurs. Ces mesures devraient augmenter le déficit budgétaire de 8,3 Mds USD en 2021 (2,2% du PIB) après un déficit estimé à 48,9 Mds USD pour 2020. Pour financer ce déficit, Singapour devrait continuer à puiser dans les réserves accumulées sur les exercices budgétaires précédents.
- **Le gouvernement va émettre pour 67,7 Mds USD d'obligations pour financer la construction de nouvelles infrastructures.** Le parlement devrait proposer un *Significant Infrastructure Government Loan Act* (SINGA) pour financer la construction de nouvelles lignes de métro (cross-Island, Jurong), de nouvelles digues, de nouvelles stations d'épuration et de bornes de recharge pour véhicules électriques. Ce système devrait permettre de mieux échelonner les coûts de ces infrastructures sur le long terme et d'alléger la pression budgétaire et fiscale sur le moyen terme.

- **Les échanges commerciaux de Singapour ont baissé de 5,2% en 2020 à 728 Mds USD mais devraient rebondir en 2021.** *Enterprise Singapore* a rehaussé ses prévisions pour 2021 avec une croissance du commerce estimée à 2% à 4% cette année. La baisse des échanges en 2020 est principalement due à une chute de 31% des échanges pétroliers. La croissance devrait donc dépendre de la reprise de ces échanges. Sur les produits domestiques non pétroliers, les prévisions pour 2021 sont une croissance de 0% à 2%.

VIETNAM

- **Dans son dernier rapport, l'Institut vietnamien de recherche économique et politique (VEPR) estime que le Vietnam pourrait atteindre un taux de croissance économique d'environ 5,6 à 5,8% en 2021** si la pandémie de Covid-19 demeure sous contrôle. Dans le scénario d'une résurgence de la pandémie, l'économie pourrait croître seulement de 1,8 à 2,0%.
- **Le secteur de l'économie numérique du Vietnam devrait représenter 43 Mds USD d'ici 2025** selon le *e-Conomy Southeast Asia report* de Google, Temasek et Bain. En 2019, l'économie numérique du pays a atteint 12 Mds USD et enregistré une croissance annuelle de 38% depuis 2015. La stratégie nationale *Industrie 4.0* approuvée en décembre 2020 veut porter la part de l'économie numérique dans le PIB du pays à 30% à l'horizon 2030.
- **Le Vietnam a gagné trois places et se situe au 8ème rang de l'Indice mondial des marchés logistiques émergents de 2021 publié par la société Agility.** En Asie du Sud-Est, le Vietnam se classe derrière l'Indonésie (3ème) et la Malaisie (5ème). L'indice classe 50 économies en fonction de ce qui les rend attractives pour les fournisseurs de services logistiques. Le pays se classe 4^{ème} sur les opportunités internationales, 18^{ème} sur les opportunités logistiques domestiques et 21^{ème} sur les facteurs commerciaux fondamentaux qui incluent l'environnement légal, les dynamiques de la dette et du crédit, les mesures anti-corruption, la stabilité des prix et l'accès au marché.
- **Le groupe vietnamien Hapaco prévoit d'investir 174 M USD dans un projet éolien dans la province de Gia Lai, au Centre du Vietnam.** Le groupe est spécialisé dans la production de papiers, l'exportation de produits agricoles transformés, l'immobilier et détient 46,8% des capitaux de l'hôpital international *Green*. En 2020, *Hapaco* a enregistré un chiffre d'affaires de 14,5 M USD (-11%) pour un profit net de 1,5 M USD (+69%).

THAÏLANDE

- **Le NESDC, organe de planification du gouvernement, a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2021 dans une fourchette entre 2,5% et 3,5% contre une fourchette de 3,5% à 4,5% en novembre, en raison de la seconde vague de Covid-19.** La projection de croissance de l'investissement est revue à 5,7%, en raison d'une baisse projetée de la croissance de l'investissement public (de 12,% à 10,7%) et de l'investissement privé (de 4,2% à 3,8%). La croissance de la consommation privée est revue à 2,0% contre 2,4% en novembre. Cependant, la croissance des exportations est revue à la hausse de 4,2% à 5,8%.
- **Le gouvernement a approuvé un programme de prêts à faible taux d'intérêt pour les travailleurs du secteur informel et les PME liées au secteur du tourisme, avec un budget de 50 Mds THB (1,7 Md USD).** Ce budget sera réparti entre la *Government Savings Bank* (GSB) et la *Bank for Agriculture and agricultural cooperatives* pour 20 Mds THB chacune pour les travailleurs du secteur informel. Les derniers 10 Mds THB seront confiés à GSB pour le secteur du tourisme. Les demandes de prêts doivent être effectuées avant juin.

PHILIPPINES

- **En 2020, d'après la Banque centrale des Philippines (BSP), les envois de fonds personnels des Philippines de l'étranger (OFWs) restent une source majeure d'entrée de devises du pays,** représentant 9,2% du PIB et 8,5% du RNB. Au total, les envois de fonds de la diaspora philippine ont atteint 33 Mds USD en 2020, en recul de 0,8% par rapport à l'année 2019.
- **En cumulé, les entrées nettes d'IDE de janvier à novembre 2020 ont atteint 5,8 Mds USD contre 6,5 Mds USD en 2019, en baisse 10,8%.** Les placements en capitaux propres au cours de cette période provenaient en grande partie du Japon, des Pays-Bas, des États-Unis et Singapour. Ces fonds propres ont principalement été investis dans l'industrie, l'immobilier et le secteur de la finance et des assurances.
- **Alors que la peste porcine africaine continue de sévir aux Philippines, le ministère de l'Agriculture (DA) a annoncé qu'il allait augmenter le seuil des importations autorisées de porc de 54 à 388 000 tonnes,** réduire les droits de douane et accorder une allocation aux importateurs privés. Sur la base des prix mondiaux en vigueur, le volume estimé nécessaire pour répondre à la pénurie s'élève à 60 Mds de PHP (1 Md USD).

- Dans sa dernière version du Programme national pour les énergies renouvelables (NREP), le ministère de l'Énergie (DoE) a fixé un objectif de 55,8% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique des Philippines d'ici 2040. Pour ce faire, un premier point de passage à 37,3% est visé d'ici 2030, contre 35% dans l'ancien NREP. Le *National Renewable Energy Board* (NREB) recommande par ailleurs d'augmenter le niveau minimum d'électricité contracté auprès de producteurs d'énergies renouvelables de 1 à 2,5%.

CAMBODGE

- **Les échanges commerciaux entre le Cambodge et les autres pays de l'ASEAN ont augmenté de 22,4% pour atteindre 11,3 Mds USD en 2020, malgré les restrictions de voyages et les contrôles aux frontières en raison de la pandémie de Covid-19.** Le Royaume a exporté pour une valeur de 3,7 Mds USD (+186%, chiffre à manier avec précaution en raison du poids des exportations informelles de paddy, manioc, latex et maïs vers les voisins thaïlandais et vietnamien) sur le marché de l'ASEAN et en a importé pour 7,6 Mds USD (-4,3%). La Thaïlande et le Vietnam restent les principaux partenaires du Cambodge au sein du bloc économique. En décembre dernier, le Département général des douanes et accises du Cambodge (GDCE) a déclaré que tous les importateurs et exportateurs cambodgiens pouvaient désormais remplir les documents de déclaration en douane par voie électronique via un guichet unique dédié (*ASEAN Single Window, ASW*) afin d'accélérer le dédouanement des marchandises et de promouvoir l'intégration économique de la région.
- **Le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a achevé la rédaction du projet de nouvelle loi sur l'investissement.** Ce texte, qui prévoit notamment de nouvelles mesures d'encouragement pour le secteur privé, devrait être adopté et entrer en vigueur d'ici la fin du premier semestre 2021. Selon un expert de *l'Asian Vision Institute (AVI)*, la stabilité politique, sociale et macroéconomique a été un atout majeur pour le Cambodge ces deux dernières décennies, ce qui a renforcé la confiance des investisseurs. Néanmoins, le pays doit toujours redoubler d'efforts pour promouvoir sa compétitivité et gagner davantage de confiance de la part des investisseurs, notamment en ce qui concerne le cadre juridique.
- **Le gouvernement envisage une réduction des droits d'importation sur les véhicules à partir du 1^{er} mars, afin de relancer le marché de l'automobile et de renforcer le secteur de la logistique après que les recettes du dédouanement des véhicules aient chuté de 40% en 2020.** Si l'ajustement devrait réduire d'environ 30 M USD les recettes douanières, cette décision devrait stimuler la demande d'importations. L'année dernière, les recettes douanières du pays se sont élevées à 2,4 Mds USD (-24,8%), soit 83,5% de l'objectif fixé.
- **Projet de renforcement du rétablissement des moyens de subsistance des communautés rurales les plus touchées par le Covid-19 au Cambodge :** le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) et l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont signé un accord pour ce projet de 20 mois qui bénéficiera aux 10 000 personnes les plus touchées par la crise sanitaire dans les provinces de Siem Reap et de Banteay Meanchey, notamment les ménages pauvres, les petits agriculteurs et les travailleurs migrants de retour au pays. Avec un financement d'1,5 MUSD en provenance de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC), le projet vise plusieurs objectifs, dont la réhabilitation des infrastructures communautaires de base, la fourniture d'intrants et d'équipements agricoles, l'amélioration de l'accès aux services financiers et le renforcement des capacités techniques pour améliorer la production agricole. Ce projet doit être mis en œuvre en parallèle de deux autres projets de la FAO sur l'autonomisation économique des femmes dans l'agriculture et le renforcement des capacités institutionnelles et techniques pour la sécurité alimentaire.

LAOS

- **Afin de renforcer ses contrôles en matière d'impôt sur le revenu, le ministère des Finances a émis une instruction (n°0831 /MoF du 10 février 2021) concernant la délivrance de cartes d'identité fiscale pour les nationaux et étrangers percevant des revenus au Laos.** La date limite d'enregistrement des numéros d'identification fiscale est fixée au 30 juin 2021, sur présentation des documents suivants : carte d'identité ou passeport valide, livret de famille, numéro de téléphone, tous les numéros de comptes bancaires et carte de sécurité sociale.
- **La banque allemande de développement, KfW, fournira environ 24 M USD et le gouvernement lao l'équivalent de 4,8 M USD en prestations locales pour le projet FLEGT (*Forest Law Enforcement, Governance and Trade*) de 2021 à 2026.** Suite à l'accord sur le financement conjoint de ce projet signé le 15 février 2021, le projet sera mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et des Forêts et le ministère de l'Industrie et du Commerce avec le soutien d'une société de conseil internationale. L'objectif du FLEGT est de garantir les moyens de subsistance des populations dépendantes des produits forestiers en introduisant un système

garantissant la légalité du bois et en renforçant l'industrie locale de transformation du bois. Le plan d'actions FLEGT est une initiative de l'Union européenne.

BIRMANIE

- **La communauté d'affaires s'oppose au projet de loi sur la cybersécurité.** Le nouveau gouvernement militaire prépare depuis le 6 février un nouveau PDL « Cybersécurité » qui vise à accroître son contrôle sur la gestion des données et sur les contenus publiés en ligne. L'UMFCCI (équivalent du Medef français) a fait part de son inquiétude vis-à-vis d'un texte qui « *affecterait négativement la croissance digitale et les investissements étrangers* ». Les chambres de commerce bilatérales occidentales (sauf l'australienne) et l'Eurocham ont aussi conjointement écrit au gouvernement pour contester le projet.
- **Les exportations birmanes chutent au premier trimestre de l'année fiscale 2020/2021.** Dans un contexte où la Birmanie fait face à une augmentation des cas de Covid-19, les exportations ont représenté 4,7 Mds USD au T1, soit une baisse de 17,6% par rapport au premier trimestre 2019/2020. Si les exportations agricoles connaissent une forte hausse (+45%), celles de gaz naturel, minerais et textile ont diminué par rapport à la même période l'année dernière.